

Comité local de Saint-Ouen pour la préparation de la marche unie sur Paris pour l'interdiction des licenciements

Les chiffres officiels du chômage attestent de l'effondrement de l'emploi en France avec plus de 90200 chômeurs supplémentaires au mois de janvier, soit 3000 chômeurs en plus chaque jour. Sur Saint-Ouen, c'est en particulier l'usine PSA Citroën qui est touchée par le chômage partiel.

Le ministre Wauquiez a déclaré que la situation va encore s'aggraver dans les prochains mois. Et ce gouvernement qui annonce que le pire est encore à venir, supprime des dizaines de milliers d'emplois dans l'Education Nationale, dans les hôpitaux et dans l'ensemble des services publics. C'est le même gouvernement qui par les transferts de charge vers les collectivités territoriales veut les contraindre à étrangler encore davantage les services publics, et notamment le logement social.

Dans le même temps, plus de 400 milliards d'euros sont débloqués pour les banques et les entreprises, alors que les entreprises du CAC 40 ont annoncé 85 milliards de profit pour 2008. Le groupe Total qui a réalisé 13,9 milliards de profit en 2009 vient d'annoncer 555 suppressions d'emplois dans ses raffineries, qui seront suivies selon les responsables syndicaux de cette entreprise par de nombreux licenciements dans les entreprises sous-traitantes. Ce n'est pas aux travailleurs de faire les frais de la crise. Il faut porter un coup d'arrêt à cette vague de suppressions d'emplois !

**Interdire les licenciements,
c'est une question urgente.
C'est une question
de choix politique !**

Ce qui a été fait en 1945 à la libération, quand le pays était à terre, avec les grandes avancées sociales (sécurité sociale, retraites, nationalisations des services publics, EDF.....) peut être fait à nouveau. Nous, militants de différentes origines politiques, syndicalistes, citoyens, décidons, quelles que soient par ailleurs nos nuances, de nous constituer publiquement en comité local pour organiser avec l'ensemble de la population une

**marche nationale unie sur Paris
pour l'interdiction
des licenciements
et des suppressions de postes.**

Nous décidons :

- de diffuser cet appel auprès de toute la population et des travailleurs;
- de l'envoyer aux partis politiques se réclamant de mouvement ouvrier, ainsi qu'à la presse;
- d'organiser ensemble une réunion publique.

Premiers signataires : Mamadou KEITA, conseiller municipal EPSO (Ensemble pour Saint-Ouen); Paulette FOST, retraitée, Nour-Eddine SENHADJI, conseiller municipal; Patrick PEDROT, secrétaire du Comité Local POI (Parti Ouvrier Indépendant); Charles MENET, syndicaliste (Alstom Saint-Ouen), Catherine LEFEBVRE, retraitée, Luc ARRIGNON, syndicaliste FO Amaury médias groupe Le Parisien, Abdou BOUGHEROUMI (parti ouvrier indépendant), Kevin BARBIER, lycéen AJR (alliance des jeunes pour la révolution), Matthieu VEZIN, lycéen AJR, Jean-Pierre OLIVIERO, syndicaliste CGT, Sonia MAVUNA, étudiante en sciences politiques - EPSO, Mamadou MAGASSOUBA, éducateur sportif - EPSO, Claude ZENARD, graphiste dessinateur - EPSO, Bocar NIANE, étudiant en géopolitique -EPSO, Juliet COREN TISSOT, professeur de musique - EPSO, Driss NAICH, commerçant - EPSO, Diakhounou KPODZRO, animateur territorial, Johara BENKERROUM, étudiante en sciences économiques - EPSO, Ansoumane SIDIBE, responsable associatif, Nathalie LAURENT, syndicaliste CGT, Laurent SOUCHET, Parti Ouvrier Indépendant, Michel LERMUZEUX, syndicaliste, André LEVITTE, syndicaliste CGT, Alex BENSIMON, cuisinier, Joëlle AGBO, Parti Ouvrier Indépendant, Micheline LEGRUIEC, parti Ouvrier Indépendant, Annie HABILLOU, rédacteur territorial, Michel CHOUARBI, électricien, Jennifer BOUTON, Marie-Hélène HABILLOU, retraitée, Eddy LAVAL, syndicaliste enseignant Lycée Blanqui...

Mobilisons-nous tous ! Je m'associe à cet appel

Nom	Prénom	Adresse	Qualité	Signature	Signature publique	Soutien financier